

# Un huis clos politique désastreux

Dans une sorte d'absolutisme monarchique, Bouteflika a cessé de se soucier, au fil des ans et de la longévité de son régime, de l'agenda de sa propre charge. En cultivant l'effacement de la scène comme une parade et le mutisme comme une contre-réponse, n'est-il pas parvenu à imposer au pays une forme de huis clos politique ? A peine si de temps à autre quelques voix osent braver cet interdit, non assumé officiellement, en posant la bonne question du moment. Inquiètes moralement de cette dérive autocratique, les rares personnalités qui se sont exprimées furent à leur tour victimes des salves de la critique.

Benbitour, Mechat et un chef de parti n'ont-ils pas été immédiatement qualifiés d'utopistes farfelus par une partie des courants politiques au nom du réalisme et de l'inopportunité d'une telle initiative. Voilà qui renseigne un peu plus sur la maladie qui affecte les libertés politiques. Instillée par le biais de la seringue des fausses urnes

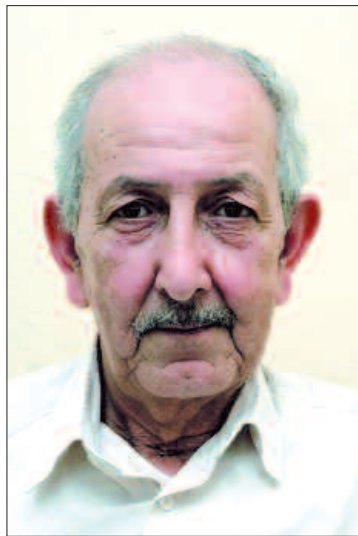
et des légitimités octroyées, elle a fini par abuser ceux qui bénéficient d'une visibilité institutionnelle. Et c'est ainsi que les partis, siégeant au Parlement, se sont cru le devoir d'attendre («le temps nécessaire» sic) l'oracle avant de se «prononcer». Une réserve courtoise qui fleure bon les allégeances futures lorsqu'il leur sera demandé d'accorder certains quitus. Or, est-il encore concevable que l'esprit du système, régénant les libertés politiques, puisse s'amender alors qu'il s'apprête à accorder la perpétuité présidentielle à celui qui occupe depuis 15 ans le magistère ? C'est sans doute ce genre de questionnement dont se sont emparés certaines personnalités qui dérangent un bon nombre de comforts politiques. En clair, les partis sont implicitement invités à faire leur ré-examen sous peine d'être accusés, en 2014, de sous-traitants du statu quo.

Au mépris des minima démocratiques qui consistent à laisser s'exprimer les courants et garantir l'alter-

nance dans toutes les fonctions électives, le pouvoir n'a-t-il pas eu recours, en permanence, à la corruption des urnes ? Et c'est sous le régime actuel que le pays a connu la plus triste des disqualifications du multipartisme. La mortelle récession des libertés politiques, n'a-t-elle pas été l'œuvre de la doctrine du président actuel ? Celle qui peut se résumer par le binôme d'une sélection d'appareils et d'un tutorat ferme et brutal.

La restructuration des pôles partisans a fini justement par les asservir aux stratégies ponctuelles du pouvoir dont le point d'orgue quinquennal a été sa reconduction par trois fois. Ayant très tôt saisi l'intérêt à tirer d'un champ politique amorphe et uniquement soucieux de «respectabilité» officielle, Bouteflika multiplia alors les opportunités afin d'instrumenter le personnel qui le peuple. Sans grande difficultés, il parvint à remodeler les assemblées en fonction de ses objectifs et à jouer sur les rivalités secondaires qui ont

d'ailleurs donné lieu à de ridicules passes d'armes entre courtisans et dont il prit plaisir à arbitrer. A leur tour, ces mêmes partis, dont la consistance doctrinale ou la visibilité militante étaient tout à fait dérisoires acceptèrent tous les deals pour peu qu'ils échappaient au laminage. Sauf qu'ils ont longtemps oublié que la sujétion sur le long terme prépare elle aussi à la disqualification définitive. Belkhadem et Ouyahia ne sont-ils pas de nos jours le contre-exemple du militantisme ? Les uns après les autres, ils sont sacrifiés dans l'indifférence générale et surtout sous les sarcasmes de l'opinion. Qualifiés de politicards, trop accordés aux intérêts du pouvoir et trop loin des préoccupations de la société, ils sont indéniablement coresponsables de la montée de l'abstention lors des votes et de la désertion civique de l'électeur. Pour avoir soldé l'espérance d'Octobre 1988 dans de douteux compromis avec le vieux système puis de s'être (pour certains d'entre eux évidemment) mis au



Par Boubakeur Hamidechi  
[hamidechiboubakeur@yahoo.fr](mailto:hamidechiboubakeur@yahoo.fr)

service du pouvoir de 1999, ces partis n'ont-ils pas cosigné paradoxalement la faillite de la démocratie ?

C'est ainsi que s'expliquent les aises que se permet un chef de l'Etat sans les contre-pouvoirs représentatifs au moment où ses engagements sont globalement mis sur la table et sur lesquels il diffère ses réponses sans se croire tenu par quelques devoirs moraux ni contraintes politiques.

B. H.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## Et il revient par où ? Oran ou Alger ?

Les autorités sont formelles. On ne peut pas lancer sa télé comme ça, sans précautions, sans restrictions. Eh oui, forcément ! Avant de lancer sa propre télé, faut d'abord vérifier qu'il n'y a...

... personne en bas de votre immeuble !

Nous revoilà donc face à un nouveau casse-tête ! Et celui-là, c'est casse-tête de chez casse-tête ! Chakib Khelil aurait l'intention de rentrer en Algérie. Et mince ! Comment allons-nous nous dépatouiller avec ça ? Et tout d'abord, par où il veut rentrer en Algérie, le Chakib ? Par Oran ou par Alger ? Sait-on au moins si les autorités aéroportuaires ont reçu des consignes pour l'autoriser... ou pas à entrer chez nous ? On ne le sait pas, je m'en doutais un peu ! Franchement, laisser les pauvres policiers de l'aéroport face à ce dilemme, c'est pas sympa du tout. Leur responsable pourra toujours laisser passer Super Chakib lorsqu'il sera descendu d'avion, et qu'il se sera présenté devant le pupitre du préposé à la vérification des passeports. Eh oui ! Jusqu'à preuve du contraire, il n'y a aucune consigne particulière pour interdire à Super Chakib de rentrer en Algérie. Du moins, je le crois. De toutes les manières, tant qu'aucune IETN, une Interdiction d'Entrée sur le Territoire National, n'aura été transmise aux services de surveillance de nos frontières, ces derniers sont théoriquement couverts. Théoriquement, seulement. Parce que j'entends

d'ici les éternels râleurs, surtout ces gens de la presse qui commenteront ce retour : «Voyez comme ce pays va mal ! L'Algérie est devenue un véritable gruyère. On y entre de partout, quand on veut et de la manière qu'on veut ! Qui a permis à Chakib Khelil de rentrer aussi impunément au pays ? Qui a couvert son retour ?» En même temps, je comprends un peu la position des journaux. On ne peut pas leur interdire de se poser des questions. Sauf si on augmente leurs pages de pub bien sûr. Mais concrètement, ils ont le droit de se demander comment un responsable pareil peut avec une telle facilité traverser nos frontières et accéder au pays, sans être inquiété. C'est tout de même troublant ! Qu'il en sorte, qu'il quitte benoîtement l'Algérie, passe encore, mais qu'il y revienne, là c'est franchement bizarre, voire tordu. Oui, d'accord ! J'admets fort volontiers que pour revenir au pays, il faut qu'il l'ait au préalable quitté. Logique ! Mais, et je suis désolé d'insister là-dessus, ça fonctionne aussi dans l'autre sens. Pour le quitter ce pays, il aurait fallu qu'il y soit juste avant. Je vous avez prévenu ! Nous sommes en pleine tourmente avec ce casse-tête. Qui était là, en premier, en Algérie ? Le pétrole ? Ou Chakib Khelil ? Et si le pétrole doit quitter l'Algérie, les gens de l'aéroport le laisseront-ils sortir normalement ? Quoi ? Si le pétrole voulait revenir chez nous ? Là, par contre, pas de doute possible ! Une fois sorti, il ne revient jamais. Ou plutôt si. Il revient, mais totalement transformé. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

